

DU RÉFORMISME À L'OPPOSITION EXTRA- PARLEMENTAIRE

UNITÉ COMMUNISTE DE LYON



L'HÉGÉMONIE RÉFORMISTE

En cette veille d'élection, le constat est sans appel, le réformisme est la force principale au sein de la société. Les organisations évoluant dans un cadre strictement borné par la démocratie bourgeoise sont majoritaires, hégémoniques. À cela, pas de surprise. A l'heure actuelle, il n'existe pas de pôle révolutionnaire au sein de l'État français suffisamment influent pour que ses idées agissent sur la société. De plus, la spontanéité des masses se tourne vers la réforme, l'amélioration du quotidien, de la vie de tous les jours, vers l'économisme. Dépasser ce stade demande plus que le vécu individuel, que le regard au niveau de l'horizon ; cela demande une prise de hauteur, apportée par la théorisation, par l'idéologie politique. Il s'agit d'un travail à part entière. Tant que les forces révolutionnaires — au sens très large — ne le font pas d'une manière efficace, il n'y a lieu de s'étonner de l'hégémonie réformiste. Pester, reprocher aux masses cela, ce serait faire un fort mauvais procès. Les thèses révolutionnaires, seuls les révolutionnaires sont en mesure de les apporter. Or, elles sont faibles et dispersées. Profitant de ce vide, particulièrement en période d'élection, certaines organisations prétendent être les porte-étendards de la révolution. Ces organisations sont essentiellement bâties autour des conceptions trotskistes : Lutte Ouvrière ; le Nouveau Parti Anticapitaliste ; la France Insoumise. Elles se caractérisent par un discours au vernis radical, mais par une position politique foncièrement droitière ; menchevik ; réformiste ; trade-unioniste (au mieux) ; sociale-chauvine (au pire).

A celles-ci, il serait possible d'accoler, dans une certaine mesure, le dauphin du Parti Socialiste, Benoît Hamon. Bien que ne surfant pas sur l'image du révolutionnaire, son discours sur le salaire universel, vaste arnaque, s'adressait à un public-cible très à gauche tout en satisfaisant les désirs des plus libéraux. Lutte Ouvrière et le Nouveau Parti Anticapitaliste possèdent un code génétique relativement similaire. Leur ascendance trotskiste donne naissance à certaines similitudes que la scissionniste trotskiste n'a pas effacé. Elles se basent toutes sur un constat similaire, issu du menchevisme de Trotski : la révolution est impossible à l'heure actuelle. C'est un des facteurs de la théorie de la révolution mondiale de Trotski. Elle se base sur l'idée qu'il n'est possible de construire le socialisme qu'à l'échelle mondiale. Son corollaire est qu'il est donc nécessaire d'attendre la présence de tous dans les starting-blocks de la révolution. Comme cela n'a pas lieu, du fait des inégalités de développement du capitalisme dans le monde, en attendant, ces organisations font du réformisme. Cet attente trouvait, un temps, une excuse dans le poids de l'URSS, dont ces organisations ont célébré la chute.

Désormais privées de leur excuse favorite, elles en cherchent d'autres, dont le « reflux du mouvement ouvrier », éternel, intangible, justifiant tout. Le deuxième aspect est celui du programme de transition. Les masses, selon ces organisations — mais elles ne sont pas les seules — ne sont pas en mesure de comprendre la nécessité stratégique de la révolution. Il est essentiel, pour ne pas les effrayer, de n'en parler qu'à mots couverts. Par contre, le programme se fait sur la base de revendications impossibles à satisfaire sous le capitalisme, mais qui ne le remettent pas fondamentalement en cause. L'exemple typique est « l'interdiction des licenciements », foncièrement incompatible avec le fonctionnement du libéralisme et du capitalisme, avec son caractère vacillant, mais qui n'est pas une négation de ce mode de production. Dans la même veine, les « nationalisations démocratiques sous contrôle ouvrier », impossible à mettre en œuvre sans la contrainte la plus sévère sur la bourgeoisie. Ni possibilité d'obtenir ceci sous la dictature de la bourgeoisie, ni socialisme. Un entre-deux qui amène, invariablement à l'échec et à la désespérance. La construction

du rapport de force se nourrit de victoires, non de cul de sac. D'autant plus que cette position tend à faire stagner le niveau de conscience politique, à le tirer en arrière, à le maintenir dans la charrette réformiste, voir à combattre les éléments les plus avancés, les plus révolutionnaires. Le dernier aspect commun, surtout marqué au sein du NPA, est le centrisme. Ce centrisme permet à la fois de concilier l'inconciliable mais également de rejeter toute prise de position claire. Ainsi, le NPA, peut à la fois faire des meetings et des manifestations avec des organisations hostiles à la cause kurde, sur le dossier de la Syrie, mais également saluer la lutte du peuple kurde. Cet aspect à double face, cette absence de physionomie, est un trait majeur du trotskisme.

Le « ni-ni », « ni vote — ni abstention » ; « ni paix — ni guerre », suit la même ligne. Il s'agit toujours de ne pas définir de ligne, de rester flou vague, de racoler le plus largement. Dans les faits, ce vide entre deux positions sert systématiquement la position la plus libérale, la plus droitière, que seule la fermeté peut combattre. Lutte Ouvrière, pour revenir dans le vif du sujet, est, comme son nom l'indique, marquée par un ouvriérisme caricatural. Cela consiste à rester fondamentalement collé au ras du sol d'un point de vue idéologique, de rester dans l'économisme le plus plat, de soutenir chaque lutte sociale, même réactionnaire, sous le prétexte qu'il faut unir tous les travailleurs. Aux yeux de LO, avant d'être le valet de la bourgeoisie, le policier, la policière, est un ou une prolétaire. Ceci était l'argument-massue de cette organisation dans son soutien aux manifestations de la Police, lesquelles demandaient, en somme, le droit de tuer impunément. Dans la pratique, cela se traduit par le fait de ne pas vouloir poser la moindre question qui puisse faire clivage — féminisme, luttes de libération nationale, antifascisme — pour maintenir « l'unité de la classe ouvrière. » Cela revient à tenter systématiquement une synthèse entre les positions droitières, réactionnaires et les positions progressistes. Cela revient à un opportunisme de bas étage.

Au lieu de faire avancer idéologiquement les questions, d'isoler la droite et de soutenir la gauche, LO applique la recette, évoquée plus haut, du centrisme : unir, rassembler, nier les clivages. Le programme suit parfaitement cette logique : tout en dénonçant le patronat, la candidate de Lutte Ouvrière ne pose que des revendications économiques, plates. Hausse des salaires, baisse du temps de travail. La question du pouvoir, la question de la dictature du patronat n'est à aucun moment réellement évoquée. Derrière cela se trame toujours l'héritage génétique du programme de transition. LO n'ose pas parler de révolution, maintient un cap réformiste, petit-bourgeois. Ainsi, en dernière instance, c'est le passage par les urnes qui forme l'architecture de sa stratégie. Le NPA, pousse un peu plus loin la logique. Si LO évoque fatalement une secte, le NPA se joue, au contraire, sur une façade joliment peinte, avenante, jeune et radicale. Pourtant, idéologiquement parlant, la distance est relativement faible entre les deux branches du trotskisme. L'économisme, le trade-unionisme, du NPA donnent à celui-ci un programme tout aussi digne d'un super-syndicat, mais ne répondant pas aux questions politiques. Ainsi, le texte du tract appelant au meeting de Vénissieux du mardi 11 avril 2017, les titres des trois premiers points sont éloquentes :

1. Interdire les licenciements, partager le temps de travail, fixer le SMIC à 1700€ nets.
2. Réquisitionner les banques et les grandes entreprises, planifier l'économie pour éviter la catastrophe climatique.
3. Donner le contrôle à celles et ceux qui font tourner la société.

Comment ? Jamais le tract de le mentionne. Comment vaincre l'opposition de la bourgeoisie, laquelle accepterait sans broncher les décisions des votants ? Incroyable naïveté ou mensonge assumé. Le tract lui même se tire une balle dans le pied en clamant : « le débat est ennuyeux car il fait l'impasse sur les solutions radicales qu'il faut mettre en place pour sortir de la crise. » *In fine*, la solution du NPA ? Votons.

En revanche, tandis que Lutte Ouvrière est particulièrement avare de commentaires sur le sujet, ou alors avec une maladresse terrible, le Nouveau Parti Anticapitaliste, quant à lui, est particulièrement prolixe sur les sujets de société. Ainsi, la question des violences policières, des luttes LGBT+, du racisme, sont régulièrement évoquée. Cela contribue à son caractère d'organisation de la jeunesse réformiste-radical. Dans la lignée trotskiste, le NPA reste profondément lié à la social-démocratie, qu'il essaie inlassablement de tirer vers la gauche, de radicaliser, sans comprendre la nature de classe de celle-ci. C'est un des aspects qui ont fait que Philippe Poutou s'est montré particulièrement conciliant avec Benoît Hamon au cours des débats, ainsi qu'avec son concurrent direct : Jean-Luc Mélenchon.

Cette organisation sort d'une période où elle était au creux de la vague. Elle a, en effet, connu maints déboires durant le début de cette campagne : Difficulté de réunir les parrainages ; manque de cohésion interne ; manque d'unité de volonté lié au fonctionnement en tendances et en fractions. Une fois franchi le goulot d'étranglement des signatures, une fois franchi les premiers déboires, cette organisation a réussi quelques coups d'éclat. Cependant, cet allant, cet entrain, avec lequel Philippe Poutou se lance dans la course, ne peut faire oublier le fond de l'affaire : la course est truquée et le NPA ne dénonce pas ce truquage. Les militants du NPA ont beau clamer le contraire, dire que « en leur fort intérieur », ils et elles sont pour la révolution, le discours tenu vers les masses n'est pas en conformité avec ce désir. La communication politique de l'organisation amène même vers le sens inverse. Aspect révélateur, dans la pétition, lancée pour l'accès à la présidentielle de leur candidat, les héritiers de la Ligue ne dénoncent pas la démocratie bourgeoise. Ils et elles dénoncent le fait que l'élection se placerait sous le signe du « recul démocratique » si jamais Philippe Poutou ne pouvait participer. A contrario, cela signifie que sa présence entraîne, mécaniquement, une avancée démocratique. Cela contribue donc à accorder un semblant de légitimité au jeu pourri. Le 4^e mur, celui de la dénonciation de la démocratie bourgeoise, n'est toujours pas brisé. La pièce de théâtre continue.

La France Insoumise — dirigée par Jean-Luc Mélenchon — est un cas de figure autre. Elle franchit avec entrain et panache une ligne de démarcation essentielle : celle du chauvinisme. Celui de Mélenchon est outrancier, furieux, débridé. La France Insoumise est ainsi titulaire d'une triplé de fautes. Premièrement, comme chez les deux précédents, l'économisme plat. Les changements proposés par la clique de Mélenchon sont du domaine du détail, toujours la même ritournelle. Augmentation des salaires, sans prise en compte de l'inflation, réduction du temps de travail, amélioration de la protection sociale... etc. La politique, quant à elle, est un mélange de messianisme et de programme de transition. Comment une VI^e République aboutirait-elle à autre chose qu'à une constitution sanctionnant les rapports de forces au sein de la société ? Comment une limitation « morale » de la finance peut-elle être mise en œuvre sans recourir à la force ? Comment croire que des nationalisations amèneraient à autre chose qu'à un transfert de la propriété formelle des moyens de production à l'État, non au peuple ? La planification écologique, elle aussi, est une chimère. Elle n'est nullement applicable autrement que dans un système socialiste d'économie planifiée. Or, ce système, qui exige de briser le pouvoir de la bourgeoisie, Jean-Luc Mélenchon ne l'apporte

pas ; la France Insoumise ne l'apporte pas. Ce qu'apporte, en revanche, ce programme, c'est un immense appui aux menées impérialistes de la bourgeoisie la plus réactionnaire et la plus chauvine. L'obsession de Mélenchon est toxique : celle d'une idée de l'État français comme d'une espace dominé, colonisé, par l'ennemi germanique et américain. Dans sa conception du monde, non seulement la France Insoumise ne reconnaît pas l'impérialisme Français, mais elle souhaite l'accoquiner avec d'autres : le Russe et le Chinois.

Dans un sens, Jean-Luc Mélenchon fait plus fort que Deng Xiaoping, il invente une nouvelle théorie des trois mondes. Un monde constitué d'une sphère Germano-Américaine — les superpuissances ; suivie d'une faite de puissance intermédiaires — France, Chine, Russie ; puis d'un Tiers-monde dont la France devrait, avec les BRICS, prendre le leadership. Ainsi, pour citer son ouvrage, *L'ère du peuple* :

« Dès lors, quel crève-cœur de voir la France rabougrie ! À cette heure notre République devrait se dresser de toute la hauteur de son peuple sur la scène du monde. Elle ne devrait pas être enfermée dans la servile allégeance aux États-Unis d'Amérique et à leur dangereuse politique impériale. Elle ne devrait pas être cette pauvre chose ballottée par les événements, tenue en laisse par Mme Merkel. »

Voici une illustration de la conception de ce triste sire, obsédé, tel un Foch, par le voisin d'outre-Rhin. *« Elle ne devrait pas vivre dans la gêne et sous le fouet d'une poignée de déclinistes payés pour la démoraliser et la faire douter d'elle. Au contraire elle devrait marcher aux avant-postes du nouvel âge de l'humanité qui se dessine sous nos yeux, être la cheville ouvrière d'une nouvelle alliance des peuples. »*

En l'occurrence, c'est cette même France, celle qui impose des dirigeants, qui maîtrise le Franc CFA, qui bombarde, qui exploite, qui vole, qui devrait, sans transformation aucune, prendre la tête de l'alliance mondiale est peuples heureux. L'obsession de Mélenchon possède deux noms : OTAN et UE. En revanche, le capitalisme, l'impérialisme français ne sont jamais un réel problème. L'économie de la mer, mise en avant par la FI, est une ode à la grandeur des Zones Économiques Exclusives de l'État français. Une ode à la possession territoriale, à la maîtrise des océans, à l'exploitation ou la surexploitation des ressources halieutiques

Toujours dans cet ouvrage de la main du chef : *« Et avec 11 millions de kilomètres carrés, il dispose du deuxième territoire maritime du monde, juste derrière les États-Unis d'Amérique ! Cet espace représente plus de 16 fois notre territoire terrestre. La France continentale étale mille kilomètres de côtes. Mais 97 % territoire maritime se situe dans les pays d'outre-mer si souvent regardés de haut ou délaissés par d'ignorants prétentieux. Je suis consterné par l'indifférence qui règne face au potentiel que cette situation contient. La France a le quarante et unième territoire terrestre du monde. Mais en l'additionnant à son espace maritime, notre pays est un géant. Le sixième du monde, juste derrière le Brésil mais devant la Chine ou l'Inde ! Ce territoire s'est encore accru de 10% dans les années 2000 sans tirer un coup de fusil. Cela parce que notre pays a pu remettre à temps à l'ONU les preuves scientifiques de la continuité physique des nouveaux territoires maritimes connus avec ceux déjà attribués aux Français ! Dès lors, sur cette nouvelle mappemonde, la France n'est pas la petite nation "occidentale" qu'a fait d'elle François Hollande en s'intégrant servilement aux politiques de l'empire nord-américain. C'est une puissance à vocation universaliste, présente sur les cinq continents dans leur contexte maritime. Mais la présidence actuelle ne connaît*

rien au sujet et ne s'y intéresse pas.»

«En ce sens c'est une "nation universaliste". La France l'est d'une façon très physique. Elle est présente sur les cinq continents. Sa plus longue frontière est avec le Brésil, ce que l'on oublie car on néglige l'existence de l'immense et magnifique Guyane française.»

L'empire ne court pas de grands risques avec les sociaux-chauvins de cette trempe. Le protectionnisme et les accords bilatéraux sont, également, un chant de sirène destiné à appâter le chauvin et le naïf en économie. Se replier sur les liens néo-coloniaux, se couper de la concurrence internationale, du capital apatride... Dans le fond, ce projet revient à tenter de faire tourner la roue de l'histoire à l'envers, de brimer, brider, ramener en arrière le capitalisme. La solution est pourtant non dans la contrition des lois du capitalisme, mais dans leur dépassement, vers le socialisme, vers le communisme. Quant aux militants de la FI ; une grande partie est très certainement de bonne foi. Tout comme la base du NPA, leur discours est souvent trois tons plus à gauche que la réalité du programme. A demi-mots, ils et elles admettent qu'il s'agit d'une ligne volontairement démagogue, chargée de rallier des suffrages. Ils et elles admettent le programme de transition, le discours sur l'UE et l'OTAN comme n'étant nullement suffisant. En revanche, ce qui n'est jamais accepté, c'est l'accusation de chauvinisme et de nationalisme outrancier. Celle-ci est systématiquement rejetée avec force.

Pourtant, aucun texte ne permet de démontrer l'hostilité à l'impérialisme français de la FI ; ni même la reconnaissance de son existence. A l'inverse, il existe une littérature, de la main même de Jean-Luc Mélenchon, qui stipule l'inverse. La lecture du Hareng de Bismarck, de L'ère du peuple, est — à ce titre — instructive. Cette frilosité à l'égard de la critique de gauche rend, par ailleurs, la communauté des zéloteurs de Mélenchon particulièrement agressive et hostile. Négation de la dictature du patronat ; négation du caractère truqué des élections ; négation du caractère de classe de l'État ; économisme et programme de transition. Voici ce qui trace le pentacle du réformisme-radical.

LE CAMP RÉVOLUTIONNAIRE GANGRÈNE PAR LE RÉFORMISME

Que ces idées soient répandues dans la société, soit. Ce qui devient plus grave, c'est qu'elles sont aussi, *In fine* ; très présentes chez ceux qui, pourtant, se targuent de les rejeter. Ainsi, même au sein des sphères idéologiquement anarchistes ou communistes, habituellement promptes à clamer leur idéologie révolutionnaire, la pression des élections entraîne un phénomène dialectique particulier. Tout comme, en géologie, la chaleur et la pression donne naissance à des roches métamorphiques, ici, elle donne naissance à une chose d'une nature nouvelle. Les discours révolutionnaires se craquent, et, derrière leur vernis, réapparaît le fond réformiste.

Quant à la radicalité, elle s'évanouit au profit du pragmatisme réformiste. Pourquoi ? Fondamentalement, la raison est un certain pragmatisme stratégique. Ce pragmatisme stratégique est articulé autour d'une idée maîtresse : l'idée que la stratégie s'accommode très bien de louvoisement incessants, qu'il est possible de pouvoir courir deux cibles en même temps. C'est là une faille de raisonnement majeure, laquelle aurait hérisé le poil de Clausewitz lui-même. Ce pragmatisme stratégique est le reflet, dans une certaine mesure, d'un rapport étroitement individuel aux questions politiques : certains, ainsi, avancent qu'il est possible de participer et de militer pour les premiers et deuxièmes tours électoraux, mais également d'être

présent pour le troisième tour social. Factuellement, ceci est vrai. Cependant, les questions politiques ne sauraient se satisfaire d'un traitement individuel. Ceux qui votent par dépit, quelle ligne tiennent-ils, tiennent-elles, devant les masses ? «Votez en bonne foi, si ça ne marche pas, on s'émeutera.» Cette ligne est non seulement fautive, mais toxique. Toxique car elle inféode les masses au bon vouloir des urnes, à ce jeu pourri et truqué. Ce discours flatte la démocratie bourgeoise, estime qu'elle peut déboucher sur une issue positive, qu'elle représente le pouvoir populaire. En somme, elle lui donne une légitimité qu'elle ne devrait pas avoir.

Si Jean-Luc Mélenchon gagnait, demain, son programme serait inapplicable, comme l'était celui de François Hollande, pourtant outrancièrement modéré. Non pas par manque de volonté personnel, non pas par lâcheté, mais tout simplement parce que le cadre ne le permet pas. Ce cadre est celui, dessiné par la bourgeoisie, pour satisfaire ses intérêts tout en maintenant la pression populaire à un niveau acceptable. Le résultat serait un gouvernement croupion des intérêts de la bourgeoisie, d'autant plus féroce dans sa répression des mouvements sociaux du fait que la bourgeoisie n'aie strictement aucun remords à le faire haïr. Cette double stratégie ne correspond qu'à brouiller les pistes, à semer le désarroi et la démoralisation au sein des masses, à les guider vers l'abattoir social-démocrate. En un sens, elle ressemble au programme de transition comme un fruit pourri en ressemble à un autre.

Si, tactiquement, il est possible de se présenter à des élections, ceci ne saurait être compris autrement que comme un baromètre, un appui tactique, une tribune : dénoncer leur teneur, leurs cadres étroits, dénoncer le fait que le pouvoir réel est ailleurs. En l'occurrence, aucun candidat, aucune candidate ne le fait, toutes et tous respectent cet espace clôt comme un lieu de démocratie. Ce pragmatisme est également le reflet d'autre chose, d'une faille dans la solidité idéologique. Bien souvent, les lois objectives de la société, les lois du capitalisme, sont ravalées au rang de fétiches. Elles sont priées, elles bénéficient d'un culte, mais, dans le fond, sont perçues comme des superstitions, des croyances.

La nature de classe de l'État, l'impossibilité de l'amender, la dictature de la bourgeoisie... Ces concepts fondamentaux sont soudain relativisés, réduits, oubliés, en face de l'irruption du réel. Bien souvent, l'adhésion idéologique reste superficielle, la compréhension peu profonde, et cela se ramène bien souvent à une sympathie pour tel ou tel courant, mais non au fait d'en devenir militant. D'une part parce que ces faits absolus sont traités de manière relative, d'autre part parce que la pression, la peur, l'emporte sur la raison. L'Éducation Nationale fait un travail de qualité dans son formatage des esprits. La promotion du vote est un enjeu constant. En sixième, en seconde, la démocratie athénienne et la république romaine servent à légitimer la forme de gouvernement actuel comme étant la meilleure, issue de 2000 ans de maturation. La Révolution française s'y adjoint, ainsi que d'autres chapitres, pour enfoncer le clou : le système démocratique bourgeois n'est pas parfait, mais il est le meilleur. Tout ce qui s'en écarte emmène irrémédiablement vers cette nébuleuse dépolitisée nommée «totalitarisme».

Faisant d'une pierre deux coups, elle imprime une image de terreur dans la tête de chaque écolier : le communisme est le mal ; Hitler est égal à Staline... etc. Cette anticommunisme, bien imprégné, fournit une couche solide, efficace, pour prémunir la jeunesse contre l'adhésion aux idées communistes. Elle forme un des socles du cordon sanitaire, qui ne se retrouve pas contre le trotskisme et l'anarchisme. L'Éducation Civile — maintenant également Morale — fait le reste : voter est l'acte démocratique suprême, celui qui couronne la vie politique, le seul légitime. Ne pas voter est un acte de trahison : celui qui ne vote pas perd tout ses droits de critiquer, il laisse le «mal»

gagner. Pourtant ce chantage produit sa propre contradiction. Début avril, l'Unité Communiste a ainsi publié une brochure nommée Dernière ligne droite avant l'élection. Ce passage permet de répondre à cet argument :

« N'est-ce-pas une splendide inversion de logique ? Si nous acceptions de jouer ce jeu truqué, en déclarant qu'il est valide, valable, qu'il est dans les règles, nous serions — là — moralement liés à son résultat. En d'autres termes, si nous jouons le jeu, nous devons en accepter l'issue. Lorsque François Hollande fut élu, notre organisation n'existait pas encore. Mais ses militants portaient déjà ce mot d'ordre. La gauche qui a élu Hollande, Mélenchon y compris, avait donc donné sa voix, sa validation, à l'homme, au gouvernement, qui liquida le plus le code du travail et la protection sociale dans la V^e République. Quelle légitimité ces porteurs du fléau ont-ils à le critiquer après coup ? Aucune. Dans les publications de 2012, émises par nos militants, nous annoncions ce résultat. La bourgeoisie avait choisi Hollande comme son fer de lance. Le soutenir signifiait se compromettre avec lui. Voter signifiait accepter le jeu truqué. Voter signifiait donc le considérer comme légitime et démocratiquement élu. Dans un placardage anti-électoral, daté de 1906, signé d'Albert Libertad : Le criminel c'est l'électeur, les anarchistes pointaient du doigt, avec une rare raison, ce jeu truqué. Ce texte n'est pas vieilli, n'est pas obsolète. Il est encore un credo, moralisateur certes, mais, sur le fond, juste. Nous ne jouons pas les jeux truqués de la bourgeoisie, nous ne leur donnons pas notre validation. »

De fait, ce travail de terrorisme civique est un exemple d'intelligence, il est un succès à tout point de vue et a su magnifiquement mouler les esprits. Il est le point de naissance de cette peur atavique qui s'empare de nombreux militants et militantes. De plus, il se marie parfaitement avec un autre aspect, celui de l'épouvantail frontiste. La peur du FN est telle que même des organisations communisantes appellent à lui faire barrage, en votant pour le candidat favori de la bourgeoisie lui-même, Emmanuel Macron. Ainsi, le tour de passe-passe, le chantage au vote utile, contre la droite et l'extrême-droite, fonctionne. La balle est au centre. L'ironie de la chose est d'autant plus palpable que la vérité, triste, est que chaque gouvernement, à peu de choses près, aura comme programme celui que les grands monopoles, les trusts, les cartels de la bourgeoisie choisiront pour elle ou lui.

La marge de manœuvre est, d'une manière générale, tellement restreinte qu'elle en est inexistante en pratique. D'autres formes de participation honteuses existent, souvent maquillées sous les ors du centrisme. Celles-ci mettant sur le même plan l'abstention et le vote, la participation au jeu des bourgeois et sa dénonciation. Dans le discours de ces organisations, ni l'un ni l'autre ne suffit. C'est une vérité que même les réformistes franc n'hésitent pas à tenir. Cependant, en mettant sur le même niveau la dénonciation du système démocratique-bourgeois et la participation à ce jeu, cela revient à ne pas dénoncer le cadre de cette dernière et à la considérer tout aussi valable que la première. Cela revient donc à ne pas dénoncer le système électoral pour ce qu'il est réellement, une mascarade ; à ne pas poser politiquement les questions ; à soutenir en sous-main les candidatures de certaines listes. C'est une manière parfaitement centriste d'aborder les choses.

Ceux et celles qui déclarent leur opposition au capitalisme, qui ont conscience de tout cela, qui militent contre ce système, mais qui acceptent ses règles et son jeu, s'inféodent au réformisme. Pourtant, il serait faux de se contenter de monter sur un piédestal et de clamer cela. Les organisations révolutionnaires ont leur part de responsabilité dans l'hégémonie

réformistes. Etant les seules forces d'opposition réelles au capitalisme, à l'impérialisme, elles sont même dans une situation de responsabilité totale et absolue. Ce qui fait la force du système capitaliste, ce n'est pas qu'il est — dans l'absolu — solide. Ce système est un colosse au pieds d'argile, miné de contradictions internes, pourrissant et putréfié. Sa force est relative. Elle est relative à la faiblesse des organisations révolutionnaires. La présence des idées réformistes, au sein des masses comme au sein des militants et militantes anticapitalistes, est le fruit de la faiblesse et de la désorganisation du camp révolutionnaire au sein de l'État français.

Comment reprocher à la bourgeoisie, à la petite-bourgeoise, à l'aristocratie ouvrière, aux réformistes de ne pas être contre le système électoral ? Celui-ci sert particulièrement bien leurs intérêts, sert leur cause. Seuls les organisations révolutionnaires peuvent porter un discours révolutionnaire, il ne saurait surgir de la bouche de leurs ennemis, ni ex-nihilo.

CRÉER LE CAMP DU PEUPLE — UNIR LES COMMUNISTES

L'Unité Communiste ne revendique nullement la paternité de cette idée. Elle a pour ambition d'apporter, en revanche, sa pierre à l'édifice. Les mouvements comme Génération Ingouvernable, comme Nuit Debout — dans une certaine mesure — ou comme Boycott 2017 se basent, fort probablement, sur un constat similaire. Il est clair, il est limpide, que les militants et militantes anticapitalistes et anti-impérialistes ont besoin d'un centre. Celui-ci est à bâtir, il est manquant. Son rôle de centralisation, d'impulsion, son rôle d'expression politique manque.

La stratégie de l'Unité Communiste de Lyon est la révolution socialiste. Elle est son objectif stratégique décisif, permettant de construire l'État prolétarien, de développer le socialisme, d'aller vers le communisme. Cependant, il existe des étapes, des tactiques intermédiaires. En l'état actuel des choses, au sein de l'État français, il existe un kaléidoscope d'organisations se revendiquant du communisme. Certaines sont inspirées par le révisionnisme khrouchtchévien, par le social-chauvinisme, d'autres sont sur une ligne qui rejette ces conclusions fausses et mortifères. Déjà, quelque part, un premier tri s'opère entre ceux avec lesquelles il est possible de travailler à la construction d'une organisation et celles qui restent et qui resteront, ad vidam eternam, des croupions du PCF. Les forces qui se battent pour la naissance d'un parti communiste sont dispersées.

Leurs rapports sont inégaux en intensité comme en qualité. Certaines débattent entre elles, d'autres se refusent à entretenir des liens. Certaines sont dans des conflits violents, tandis que d'autres sont en bons termes. Certains ont une portée à l'échelle de l'État français, entretiennent des liens internationaux. D'autres, à l'inverse sont sur des bases parfois locales — comme l'UCL — ou parfois même fondamentalement localistes. Elles peuvent être le fruit d'un héritage pesant tout comme être neuves. En somme chacune est le fruit d'une logique qui lui est propre, est dans une situation qui lui est propre. Aux yeux de l'Unité Communiste de Lyon, aucune ne peut, à l'heure actuelle, assumer les tâches de partis. Cela évoque plus une période de cercles en cours d'unification. Cette étape est une étape qu'il est nécessaire de dépasser.

Dans ce cadre, l'Unité Communiste de Lyon ne prétend pas être le centre autour duquel tout doit s'agglomérer, d'être le barycentre du militantisme communiste. Comment cette étape peut être dépassée ? Par le travail mutuel, commun, tant théorique que pratique. Par une attitude de rejet du sectarisme, par la volonté de vouloir trouver les issues positives aux conflits. Par le débat mutuel, par le fait de tracer des lignes

de démarcation minimales, suffisantes que le reste des débats puisse avoir lieu au sein d'une seule organisation. C'est pour cela que l'*Unité Communiste de Lyon* est membre de l'*Unité des Cercles Communistes*, dans le but de dépasser cette étape, mais également de travailler avec sincérité et Ce cadre de débat n'existe pas. Il est à bâtir. L'*Unité Communiste de Lyon* souhaite constituer, tout d'abord dans son environnement proche, puis, par la suite, pour l'élargir, un *Cercle de Recherche et d'Initiatives Matérialistes*. Non seulement pour permettre de lancer des initiatives, mais pour permettre de mutualiser, de centraliser les documents, les matériaux, ayant trait au marxisme et à ses continuateurs. Le but final étant de passer d'un cercle à un centre, lequel pourrait faire office de point de convergence. L'*Unité Communiste de Lyon*, ne saurait, ainsi, être hostile à une forme de conférence des organisations communistes de l'État français, dans le but de promouvoir une unité d'action, une rationalisation des efforts, et d'avancer sur le chemin de l'unification.

Dépasser l'étape actuelle permettrait d'atteindre un degré supérieur, celui de l'organisation politique. L'achèvement du processus d'unification, mais également le fait que les organisations en sortant puissent assumer les tâches d'un parti, cela clôturera cette période et permettra de déclarer la naissance du Parti Communiste. Ces tâches sont celles d'être le fer de lance de la lutte contre la bourgeoisie, de diriger l'alliance des prolétaires et des classes opprimées vers le combat, d'être un point de ralliement pour les communistes et les sans-partis. Pour l'*Unité Communiste de Lyon*, cette organisation doit être en mesure de produire la synthèse la plus poussée de l'expérience du mouvement ouvrier, révolutionnaire, communiste. Cela passe par plusieurs lignes de démarcation, dont celle, essentielle, du rejet du révisionnisme, du réformisme, du trotskisme. L'*Unité Communiste de Lyon* considère que les apports de Mao Zedong forment le sommet d'une pyramide idéologique. Cependant, elle considère qu'elle ne refuse aucun débat fait sur la base de l'honnêteté et de la sincérité, tant pour tremper au feu de la critique son idéologie que pour l'améliorer, l'épurer, la compléter. C'est cette tâche qui est la plus centrale, la plus essentielle, la plus stratégique. Un long travail reste à fournir, avant que cette organisation ne naisse. Cela signifie-t-il, tant qu'elle n'existe pas, que l'attentisme doit régner? Non. D'autres fronts existent. Le front idéologique est primordial. La bataille d'anéantissement idéologique est une tâche qui s'ouvre d'ores et déjà. Elle consiste en la recherche et l'affrontement avec les conceptions fausses, en la renaissance d'un débat de fond, d'un «broyeur à thèses erronées».

Cela explique la publication de pour en finir avec le mythe du PCF, ayant volonté à être une première réponse à une première question «pourquoi l'*Unité Communiste de Lyon* n'est pas au PCF.» Les communistes s'adressent à toutes les classes. A leur base sociale, le prolétariat, mais y compris à la bourgeoisie progressiste et la petite-bourgeoisie, dont certains éléments peuvent être ralliés. Surtout, la science n'est plus entre les mains de la bourgeoisie pourrissante et réactionnaire, laquelle la déforme, la contraint, pour qu'elle ne contrarie pas ses projets. Les communistes doivent arracher la légitimité scientifique, démontrer la supériorité du matérialisme-dialectique, du matérialisme-historique, dans tous les domaines, sciences humaines comme «dures.» Cette tâche est importante, doit être poursuivie. Elle est essentielle pour faire avancer les débats autour de l'héritage théorique et idéologique. Elle est ce qui doit donner naissance à la théorie communiste la plus avancée, la plus actuelle, la plus adaptée à la situation de l'État français. Ces débats, ces travaux, n'aboutiront pas avant un temps conséquent. Ils sont, là aussi, un pan de la stratégie. Cela signifie-t-il qu'il faille végéter en attendant des succès prochains? Attendre? Non. Cela signifie la tâche impérative

pour les communistes de «marcher sur leurs deux jambes.» A l'heure actuelle, en revanche, il est possible de travailler, avec toutes les forces qui respectent certaines lignes de démarcation minimales, à la fondation d'une opposition extra-parlementaire.

CONSTRUIRE L'OPPOSITION EXTRA-PARLEMENTAIRE

L'opposition extra-parlementaire répond à un constat : la démocratie bourgeoise se borne strictement à l'idée que le vote est l'acte suprême, le seul légitime, le pinacle de la démocratie. Certes, certains réformistes progressistes concèdent qu'il est possible de doubler ceci d'une pointe de démocratie participative, mais cela reste aux plus bas échelons, sur des questions subsidiaires. Discuter la politique de défense? Discuter le budget de l'État? Non. La bourgeoisie présente la démocratie comme un blanc-seing donné, tous les 5 ans, à un député voleur, à un président menteur, et dont il est de bon ton de se contenter. La démocratie, pour la bourgeoisie, se limite aux cadres étroits qu'elle décide, qu'elle impose, dont elle décrète la légitimité. Qu'importe si elle transgresse régulièrement sa propre légalité, elle joue à domicile en permanence.

Si les forces communistes sont déjà dispersées, que dire de celles de la nébuleuse anticapitaliste? Cette masse, pourtant importante, est régulièrement victime de son isolement, régulièrement infectée par des thèses fausses, elle est battue dans le détail, écrasée par l'hégémonie culturelle, politique de la bourgeoisie. Cette nébuleuse, malgré ses oppositions, malgré ses différences, doit, dans ce front large, se rassembler. L'opposition extra-parlementaire a pour idée de réclamer le contraire. La démocratie, réelle, c'est celle de la mobilisation des masses. C'est celle des assemblées populaires, c'est celle de la rue, des syndicats, des organisations politiques, révolutionnaires, anti-parlementaires. La démocratie réelle se traduit par le fait que les masses prennent des décisions et sont en mesure de les exécuter. Dans la doxa bourgeoise, seule les élus «légitime» peuvent s'exprimer publiquement, prendre position. Ce droit à l'expression, cette légitimité devront être arrachés. Cette idée ne saurait être, à elle seule, la voie de la révolution.

Dans l'État actuel des choses, elle représente une solution intermédiaire, un moyen, un premier point d'ancrage, une première marche vers la rupture avec la bourgeoisie et ses jeux truqués. L'opposition est ouverte tout ceux, toutes celles — individus comme organisations — qui se placent en rupture avec la démocratie bourgeoise. A partir du moment où l'engagement est mû par l'honnêteté, par la sincérité, par le respect des règles internes à l'opposition, de sa «légalité propre», en somme, il n'existe pas d'obstacles à une adhésion. Elle est un front commun contre l'exploitation, contre la domination, contre les divisions et diversions lancées par les ennemis du peuple. Elle est le premier rempart dans la période de défensive stratégique que traversent les classes populaires de l'État français.

Ses bases n'ont besoin que d'être minimales pour être efficaces : Le rejet du sectarisme comme norme. L'Unité Communiste Lyon, ainsi que les structures dans lesquelles ses militants ont pu officier avant, peut en témoigner : l'anticommunisme, l'anti-léninisme n'est pas mort. Tandis que milles prétextes sont trouvés pour excuser les conflits avec les sociaux-démocrates de gauche, avec les trotskistes, entre les anarchistes, le léninisme continue d'être vu comme une horrible maladie. La formidable machine de propagande bourgeoise porte ses fruits : rendre ennemie l'idéologie de la liberté et de l'égalité. Pourtant, le travail commun existe, porte ses fruits, montre que la confiance et l'esprit d'unité, soudé par le travail de terrain, est un ciment plus efficace, plus juste, que les semblants

d'affinités qui peuvent exister. Le refus du parlementarisme, de la démocratie représentative comme étant des modes d'expression et de gouvernement légitimes. Le refus de l'accaparement du pouvoir par une poignée de politiciens professionnels, élus sur des mandats vagues et non-contraignants. Le rejet du crétinisme parlementaire, ce mode de prise de décision alambiqué, par l'amendement à la virgule, par le langage technocratique.

Au contraire, les prises de décisions doivent être sur le fond, claires, simples et limpides aux yeux de toutes et tous. Le respect des règles et de prises de décision, la lutte contre le sabotage interne, contre l'obstruction, contre le non-respect des mandats. La lutte contre l'entrisme, le noyautage, la récupération par des sous-marins de la politique. Le rejet du capitalisme comme mode de production et d'organisation de la société. Bien évidemment, il ne s'agit nullement de défendre un retour au capitalisme « du bon vieux temps », ou d'un féodalisme périmé. Il s'agit d'abolir la propriété privée des moyens de production et de la remettre entre les mains des masses. Le rejet de l'impérialisme, et, en premier lieu, l'impérialisme français.

L'opposition extra-parlementaire ne saurait tolérer de chauvins, sociaux ou non, soucieux d'accroître le « bien-être national » par l'invasion, l'annexion, la domination. Cela passe également par une reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, ce y — compris au sein de « l'hexagone » et de ses dépendances. L'indépendance de classe. Les balles sucrées de la bourgeoisie, qui corrompent, qui achètent, mais qui salissent et tuent aussi, sont un danger réel. Dépendre de la bourgeoisie, dépendre d'un de ses partis — qu'il soit réformiste radical ou non — signifie *In fine* se mettre à sa remorque. La liberté de ton, la liberté d'action ne doit dépendre que de la volonté et des forces objectivement disponibles. L'opposition ne doit pas dépendre des subsides, des subventions, de l'argent de la bourgeoisie et de ses relais. Elle ne doit compter que sur ses propres forces, ses propres ressources.

LES OBJECTIFS DE L'OPPOSITION EXTRA-PARLEMENTAIRE.

A l'heure actuelle, seul les salons de la bourgeoisie, ses confortables fauteuils, ses sinécures, ses cadres. Une unité, qu'elle rassemble anarchistes, libertaires, communistes, honnêtes et progressistes, doit permettre de fournir, vis-à-vis des masses, un autre discours. Dans le cas de ces élections, ce pôle aurait pu appeler à dénoncer, à boycotter ce jeu truqué. Il aurait pu avoir le poids suffisant pour être, à sa mesure, un acteur du débat, un intervenant politique, tout aussi légitime, aux yeux des masses qu'un candidat. Ses formes restent à définir, cependant les questions qu'elle pose ne sont nullement insolubles avec un minimum de volonté, avec un minimum de travail sérieux. Elle présente un double aspect : cette opposition doit être à la fois une « ligue » d'organisation, mais — en même temps — elle doit être plus que tout cela.

Si elle peut être, au début, une conférence inter-organisation, mettant en œuvre un matériel commun, elle ne peut rester que cela. Sans évolution, elle reviendrait à être unitaire pour deux. Si l'opposition reste dans un entre-soi confortable, si elle ne quitte pas sa safe-zone pour devenir un pôle, elle s'effondrera. Il est essentiel d'être critique vis-à-vis des expériences similaires. Elles sont restées dans les universités, dans les centres-ville, dans les squats. Nombre de ces contestations n'ont pas fusionné avec les masses, sont restées sourdes à leur situation, à leurs revendications, à leur état d'esprit. Réussir cette transformation, cette fusion, est la condition sine qua non du succès.

Cette réussite permettra de forger un outil puissant, un bouclier, mais également une épée avec laquelle il sera possible de

frapper la bourgeoisie et ses relais — progressistes ou réactionnaires. L'expérience concrète du débat politique, de l'exercice, même limité, des tâches de direction, est une fantastique source d'expérience. De même, elle rentre dans la logique, par les liens, par les débats concrets qu'elle pose, de la bataille idéologique. Le travail commun formera un brise-lame pour nombre d'idées fausses. Nulle question ne doit être taboue en son sein. Notamment, celles, particulièrement épineuses, de la question nationale au sein de l'État français, mais également des contradictions au sein du peuple, que celles-ci soient autour des questions de la division genrée du travail, du patriarcat, du racisme, de la pratique religieuse, des idées réactionnaires ou arriérées.

De nombreux cadres, il est important d'être honnête sur ce point, ont fait leurs premières armes dans les assemblées générales majoritairement étudiantes. Ce sont dans ces lieux de débat, d'échange, de confrontation, que se sont aiguisées nombre d'éminentes capacités d'exercice des tâches d'encadrement, d'agitation ou de propagande. Cependant, ces cadres sont bien souvent de parfaits représentants de la petite bourgeoisie, enthousiasmés par les idées révolutionnaires, mais rapidement effrayés par les évolutions qu'elles peuvent prendre, et qui, parfois, retournent purement et simplement leurs veste, passant avec armes et bagages dans les rangs des carriéristes ou même de la réaction.

C'est un bénéfice que peut apporter cette opposition. Elle doit être un creuset duquel naîtra une génération de militants et de militantes d'une trempe nouvelle, mais, également, issus des milieux populaires, prolétaires, ouvriers, et non plus simplement d'intellectuels de bonne volonté, aussi positive leur présence soit-elle. A moyen terme, l'existence de cette structure peut permettre d'en faire un centre de gravité de l'hostilité contre le système capitaliste, contre l'impérialisme. Cela peut devenir un point d'appui essentiel, fédérant les oppositions, les unissant, y adjoignant ceux et celles qui veulent lutter. A long terme, cet outil ne remplacera jamais, pour l'impulsion d'une révolution, le Parti.

Pourtant, ce travail n'en est pas moins fondamental. Nombre d'organisations, se revendiquant du communisme, pourtant l'oublient, l'omettent, voir même l'écartent. Ou il oublient la démocratie populaire, oublient les soviets, et ne voient, dans la question du pouvoir, que leur ordre. Ceux-ci oublient les masses et n'ont pas confiance en elles pour se saisir politiquement des questions. Ces organisations et ces individus pensent que le Parti est tout, qu'il est l'alpha et l'oméga de la vie politique et de la révolution.

Ceux-ci pêchent par leur autoritarisme, par leur aventurisme. A l'inverse, d'autres les fétichisent à outrance, se mettent à la remorque, ne cherchent pas à apporter des conceptions politiques poussées, mais, au contraire, flattent la démagogie, les tendances réactionnaires, oublient que la lutte des classes et la lutte idéologique est partout, même au sein du peuple.

L'Unité Communiste de Lyon considère son rapport à cette question de la manière suivante : à nos yeux, les deux sont nécessaires, le Parti, pour porter les mots d'ordre, pour impulser la ligne politique, pour fournir des cadres organisationnels. Les Soviets comme outils des masses populaires pour prendre en charge ces questions politiques, pour transformer, par leur capacité créatrice, ces mots d'ordres en réalité. Ces soviets sont la base du pouvoir populaire, du pouvoir révolutionnaire. Plus ils grandiront en influence, plus ils seront à même de pouvoir contester la légitimité du pouvoir bourgeois, plus ils seront à même de pouvoir opposer la leur. Ce sont des spéculations sur le long terme, mais ses fondements peuvent déjà être lancés. Il est même urgent qu'ils le soient.

LES BASES DE L'UNITÉ EXISTENT AUJOURD'HUI

Les bases de ce travail commun existent, les bases de l'unité, dans la pratique, existent. Les besoin, le désir de réaliser ceci existe. Les conditions pour la création de ce front de lutte sont toutes réunies à l'heure actuelle. Ne manque que l'unité de volonté, l'impulsion, l'étincelle. Hormis cela, rien ne s'oppose au fait de réaliser cette étape, d'entamer la route de la rupture avec la bourgeoisie et la forme d'État que celle-ci met en œuvre. Les élections seront perdues par les masses populaires. Ce fait est inéluctable. Quelque soit le candidat ou la candidate qui accédera à cette fonction.

Dès la fin de ces élections, hormis la nouvelle parenthèse des législatives, les manigances vont reprendre. L'hydre de Lerne du Parti Socialiste, de la social-démocratie, va tenter de faire repousser de nouvelles têtes, les maquillant d'un vernis gauchiste. Les ramifications de ces organisations, de nouveau, vont tenter de s'implanter, de corrompre, de coopter les militants et militantes, les travailleurs et travailleuses, de se reconstituer, de redonner vie à leur corps épuisé par la défaite. Sans la possibilité de battre les idées fausses, les thèses pourries, celles-ci renaissent inlassablement, tel le flux et reflux de vagues.

Des idées qui bercent d'illusions, de programmes de transitions, de révolutions permanentes et de grands soirs, qui n'ont lieu que dans les rêves. Tandis que, dans la pratique, ce sont les mêmes jeux, les mêmes cachotteries, les mêmes tractations qui reprennent, dans la mairies, dans les assemblées, dans les hôtels de région. Et encore ! La situation actuelle est encore celle d'un calme relatif, d'un ciel où les nuages sont épars. Des épreuves bien plus difficiles sont à prévoir, à l'avenir. Que cela soit le risque de guerre internationale, du fait de l'affaiblissement relatif de la chape de plomb des USA, par la montée de nouveaux acteurs internationaux, par le recours à la force armée qui s'accroît au fur et à mesure que les impérialismes déclinant dévissent.

Dans ce cadre, quelle sera l'attitude d'un environnement militant marqué par l'hésitation ? Cent ans auparavant, la plus grande majorité des forces progressistes se sont associées aux projets criminels de l'impérialisme français. Il est fort possible que les sociaux-démocrates fassent de même, à nouveau, en ayant toujours à la bouche les notions de civilisation, de droit, d'universalité. Combien d'organisations — aujourd'hui se targuant d'être les fers de lance de la révolution — accepteront les mots d'ordre, prendront faits et cause pour l'impérialisme ? Les luttes sociales, même le fameux « troisième tour social » n'aboutiront à rien si ces événements ne débouchent pas sur une structure, ou ne trouvent pas de centre à épouser.

Ce centre doit être bâti, en amont, pour que le camp du peuple puisse grandir, quantitativement puis qualitativement. Ce camp n'est tout simplement pas prêt. Il est divisé, faible. Ses tâches sont immenses, gigantesques, plus grandes que celle qu'il peut aligner aujourd'hui. Le dilemme est simple : ou ce camp se hisse à la hauteur de ces tâches, ou il se résigne à vivre en croupion de l'impérialisme et du réformisme.

En cette veille d'élection, le constat est sans appel, le réformisme est la force principale au sein de la société. Les organisations évoluant dans un cadre strictement borné par la démocratie bourgeoise sont majoritaires, hégémoniques. À cela, pas de surprise. A l'heure actuelle, il n'existe pas de pôle révolutionnaire au sein de l'État français suffisamment influent pour que ses idées agissent sur la société. De plus, la spontanéité des masses se tourne vers la réforme, l'amélioration du quotidien, de la vie de tous les jours, vers l'économisme. Dépasser ce stade demande plus que le vécu individuel, que le regard au niveau de l'horizon ; cela demande une prise de hauteur, apportée par la théorisation, par l'idéologie politique. Il s'agit d'un travail à part entière. Tant que les forces révolutionnaires — au sens très large — ne le font pas d'une manière efficace, il n'y a lieu de s'étonner de l'hégémonie réformiste. Pester, reprocher aux masses cela, ce serait faire un fort mauvais procès. Les thèses révolutionnaires, seuls les révolutionnaires sont en mesure de les apporter. Or, elles sont faibles et dispersées. Profitant de ce vide, particulièrement en période d'élection, certaines organisations prétendent être les porte-étendards de la révolution. Ces organisations sont essentiellement bâties autour des conceptions trotskistes : *Lutte Ouvrière* ; *Nouveau Parti Anticapitaliste* ; *La France Insoumise*. Elles se caractérisent par un discours au vernis radical, mais par une position politique foncièrement droitière ; menchevik ; réformiste ; trade-unioniste (au mieux) ; sociale-chauvine (au pire). [...]

